

Table of Contents

<u>RAPATRIÉS AU QUÉBEC LES FUNÉRAILLES DE MARIO MERCIER ET DE CHRISTIAN DUCHESNE AURONT LIEU CETTE SEMAINE.....</u>	1
<u>LÉGITIMER LE PAVOT À OPIUM PARTI VERT.....</u>	2
<u>Douze otages sud–coréens relâchés.....</u>	3
<u>Mort suspecte d'un soldat canadien à Kaboul.....</u>	4
<u>Les funérailles du soldat Mercier auront lieu à Québec.....</u>	5
<u>Mort suspecte d'un soldat.....</u>	6
<u>Une rentrée tardive à Québec et Ottawa.....</u>	7
<u>Une aide inefficace.....</u>	9
<u>L'armée enquête sur la mort suspecte d'un soldat canadien à Kaboul.....</u>	10
<u>Douze des 19 otages sud–coréens ont été libérés.....</u>	11
<u>Campagne de propagande.....</u>	12
<u>Douze otages sud–coréens libérés.....</u>	13
<u>Plus d'argent pour l'Irak; Les Américains estiment dans un sondage que la guerre n'est pas perdue...14</u>	14
<u>Ottawa pressé de refaire ses devoirs; La procédure actuelle d'éradication du pavot jetterait les Afghans dans les bras des talibans.....</u>	16
<u>Mort suspecte d'un soldat canadien.....</u>	18
<u>Les dépouilles des sous–officiers Mercier et Duchesne de retour.....</u>	19
<u>Un nouveau père canadien?.....</u>	20
<u>Libre–opinion: Pour le désarmement en Afghanistan.....</u>	22
<u>Les talibans ont libéré 12 otages sud–coréens.....</u>	24
<u>Meurtre, suicide ou accident?; Un 70e soldat canadien meurt en Afghanistan.....</u>	25
<u>Les talibans marquent des points.....</u>	27
<u>Afghanistan: mort suspecte d'un soldat canadien.....</u>	29

Table of Contents

<u>Un premier appareil C-17 se pose dans l'obscurité totale à Kandahar.....</u>	30
<u>L'armée enquête sur la mort suspecte d'un soldat canadien à Kaboul.....</u>	32
<u>Le Parti vert propose de légitimer la culture du pavot à opium en Afghanistan.....</u>	34
<u>Afghanistan: les talibans libèrent trois otages sud-coréens et devraient en libérer cinq autres dans les heures qui viennent.....</u>	35
<u>La position du Bloc sur l'Afghanistan est celle des Québécois, dit Duceppe.....</u>	36
<u>Général.....</u>	37
<u>Le Conseil de Senlis critique l'aide du Canada à l'Afghanistan.....</u>	38
<u>Douze otages sud-coréens déjà libérés après un accord entre Séoul et les talibans.....</u>	39
<u>Un Canadien meurt aux locaux de la Force d'assistance à la sécurité à Kaboul.....</u>	41

RAPATRIÉS AU QUÉBEC LES FUNÉRAILLES DE MARIO MERCIER ET DE CHRISTIAN DUCHESNE AURONT LIEU CETTE SEMAINE

SOURCETAG 0708300115
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.08.30
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 28
BYLINE: PC
DATELINE: QUÉBEC
WORD COUNT: 277

QUÉBEC — (PC) Les dépouilles de l'adjudant-maître Mario Mercier et du caporalchef Christian Duchesne, tués en Afghanistan la semaine dernière, devaient être rapatriées à Québec hier.

Les funérailles de l'adjudantmaître Mario Mercier, originaire de Weedon, en Estrie, auront lieu à 13 h, vendredi, à l'église Saint-Gérard-Majella de Val-Bélair, où résidait le militaire de 43 ans avec sa conjointe et ses trois enfants.

À la demande des proches de l'adjudant-maître Mercier, les journalistes n'auront pas accès à l'intérieur de l'église.

En ce qui concerne le caporal-chef Christian Duchesne, 34 ans, la cérémonie funèbre se déroulera à l'abri des médias, la famille ayant manifesté le désir de vivre son deuil dans l'intimité. Originaire de Montréal mais résidant de Québec depuis plusieurs années, le caporal-chef Christian Duchesne était lui aussi père de trois enfants.

Les deux militaires ont succombé à leurs blessures après que leur véhicule blindé léger (VBL) eut été touché par une bombe artisanale le 22 août, à environ 50 km à l'ouest de Kandahar.

Mort suspecte

Par ailleurs, les autorités militaires canadiennes enquêtent sur la mort suspecte d'un soldat canadien, qui a succombé hier à des blessures par balle à Kaboul, la capitale afghane.

Le soldat, dont l'identité n'a pas été divulguée par les forces armées à la demande de la famille, a été découvert gisant dans sa chambre du quartier général de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) vers 6h30 (heure locale).

Appelés immédiatement sur les lieux, des membres du personnel médical de la FIAS ont tenté de réanimer le militaire, mais leurs efforts sont demeurés vains. Le décès du soldat a été officiellement constaté à 7h30.

En charge de l'affaire, le service national d'enquête des forces canadiennes (SNEFC) n'écarte cependant aucune autre hypothèse, que ce soit le suicide, un homicide ou encore un tir accidentel.

!@MOTSCLES=SOLDATS QUÉBÉCOIS TUÉS - FORCES ARMÉES CANADIENNES

RAPATRIÉS AU QUÉBEC LES FUNÉRAILLES DE MARIO MERCIER ET DE CHRISTIAN DUCHESNE AU

LÉGITIMER LE PAVOT À OPIUM PARTI VERT

SOURCETAG 0708300110
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.08.30
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 24
ILLUSTRATION: 1.
BYLINE: PC
DATELINE: OTTAWA
WORD COUNT: 93

OTTAWA -- (PC) La communauté internationale devrait légitimer la production de pavot à opium en Afghanistan, soutient le Parti vert du Canada. Sa chef, Elizabeth May, a expliqué que les efforts visant à éradiquer le commerce de l'opium afghan ont échoué, et qu'il est temps d'essayer autre chose. Selon elle, légitimer la culture du pavot permettrait aux cultivateurs afghans de gagner décemment leur vie, tout en coupant l'herbe sous le pied des barons de la drogue et des talibans.

Douze otages sud-coréens relâchés

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)

DATE: 2007.08.30

SECTION: Monde

PAGE: 18

SOURCE: AP

DATELINE: QALA-E-KAZI, Afghanistan

WORD COUNT: 268

Après pratiquement six semaines de captivité en Afghanistan, douze des 19 otages sud-coréens détenus par les talibans ont été relâchés hier dans le cadre d'un accord conclu entre les insurgés et Séoul. Si leur libération a été accueillie dans la joie et le soulagement en Corée du Sud, un ministre afghan a exprimé sa crainte que l'accord ne constitue un dangereux "précédent" favorable aux extrémistes.

Les otages ont été remis à des représentants du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en trois lieux différents du centre de l'Afghanistan, selon un reporter de l'Associated Press qui a assisté à leur libération. Aucun d'entre eux n'a parlé aux journalistes. Un premier groupe de trois femmes portant des châles sur la tête est arrivé à bord d'une voiture dans le village de Qala-e-Kazi. Plusieurs heures après, quatre femmes et un homme étaient relâchés dans le désert, près de Shah Baz. Alors que la nuit approchait, quatre otages ont été libérés sur une route à environ 50km de Ghazni.

Les sept otages restants devaient être relâchés au cours des 48 heures suivantes.

En vertu de l'accord conclu mardi avec les insurgés, la Corée du Sud a réaffirmé son engagement pris, avant la crise des otages, de retirer ses soldats d'Afghanistan avant la fin de l'année.

Le 19 juillet dernier, les talibans avaient enlevé 23 Sud-Coréens dans la province de Ghazni alors qu'ils se rendaient en autocar de Kaboul à Kandahar, dans le sud. Depuis, deux hommes avaient été exécutés fin juillet, et deux femmes remises en liberté en août dans un geste de bonne volonté.

Mort suspecte d'un soldat canadien à Kaboul

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)

DATE: 2007.08.30

SECTION: National

PAGE: 15

SOURCE: PC

BYLINE: Ouellet, Martin

DATELINE: KANDAHAR, Afghanistan

WORD COUNT: 322

Les autorités militaires canadiennes enquêtent sur la mort suspecte d'un soldat canadien, qui a succombé hier à des blessures par balle à Kaboul, la capitale afghane.

Le soldat, dont l'identité n'a pas été divulguée par les forces armées à la demande de la famille, a été découvert gisant dans sa chambre du quartier général de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS

vers 6 h 30 (heure locale). Appelés immédiatement sur les lieux, des membres du personnel médical de la FIAS ont tenté de réanimer le militaire, mais leurs efforts sont demeurés vains. Le décès du soldat a été officiellement constaté à 7 h 30.

Comme le drame est survenu à l'intérieur même du périmètre sécurisé du quartier général de la FIAS, les enquêteurs ont déjà écarté la thèse d'un assassinat perpétré pour le compte des insurgés talibans. "Rien ne nous permet de croire qu'il s'agit d'une action hostile de la part de l'ennemi", a expliqué, en point de presse, le capitaine Sylvain Chalifour, officier d'affaires publiques de l'armée canadienne dans la province de Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan.

En charge de l'affaire, le service national d'enquête des forces canadiennes (SNEFC

n'écarte cependant aucune autre hypothèse, que ce soit le suicide, un homicide ou encore un tir accidentel.

Toutes les possibilités

L'enquête vient tout juste de commencer et toutes les possibilités sont examinées", s'est limité à répéter le capitaine Chalifour, refusant de lever le voile sur la nature des blessures mortelles subies par le militaire ou les circonstances entourant son décès.

Du reste, les forces canadiennes n'ont pas voulu révéler l'âge du défunt, son origine ou même le régiment auquel il appartenait, si ce n'est qu'il ne s'agit pas du Royal 22e Régiment. L'armée n'a pas précisé non plus si une ou plusieurs autres personnes étaient impliquées dans l'affaire.

Ce nouveau décès porte à 70 le nombre de militaires canadiens morts en Afghanistan depuis le début de l'intervention du Canada dans ce pays en 2002. Il s'agit par ailleurs de la troisième perte de vie à survenir dans des circonstances troubles.

Les funérailles du soldat Mercier auront lieu à Québec

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)

DATE: 2007.08.30

SECTION: Actualités

PAGE: 5

BYLINE: Plante, Claude

DATELINE: SHERBROOKE

WORD COUNT: 153

L'adjudant-maître Mario Mercier, du Royal 22e Régiment, sera exposé à partir d'aujourd'hui dans la région de Québec.

Son corps sera au Funérarium Lépine Cloutier du secteur Neufchâtel à Québec. Les proches recevront les condoléances à partir de 14 h.

Le service funèbre du militaire tué en devoir en Afghanistan la semaine dernière se déroulera en l'église Saint-Gérard Majella à Val-Bélair.

La cérémonie débutera à 13 h demain. Le corps sera inhumé au parc commémoratif La Souvenance.

Registre

Mario Mercier était parmi les victimes d'une explosion provoquée quand le véhicule dans lequel il prenait place a passé sur une mine artisanale, le 22 août.

L'homme de 43 ans, qui a grandi dans l'Est de Sherbrooke, était l'époux de Lucie Ardouin et le père de trois enfants: Myriam, Simon et Maude.

On peut signer un registre et exprimer ses condoléances à distance en se rendant sur le site web du salon funéraire à l'adresse www.lepinecloutier.com.

Déjà hier, on pouvait y lire quelques mots à l'intention de la famille.

Le caporal chef Christian Duchesne, un militaire originaire de Longueuil membre de la 5e Ambulance de campagne, a aussi perdu la vie lors de cette explosion.

claud.plante@latribune.qc.ca

Mort suspecte d'un soldat

PUBLICATION: Le Quotidien
DATE: 2007.08.30
SECTION: Actualités
PAGE: 22
DATELINE: KANDAHAR, Afghanistan
WORD COUNT: 414

Les autorités militaires canadiennes enquêtent sur la mort suspecte d'un soldat canadien, qui a succombé mercredi à des blessures par balle à Kaboul, la capitale afghane.

Le soldat, dont l'identité n'a pas été divulguée par les forces armées à la demande de la famille, a été découvert gisant dans sa chambre du quartier général de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) vers 6 h 30 (heure locale). Appelés immédiatement sur les lieux, des membres du personnel médical de la FIAS ont tenté de réanimer le militaire, mais leurs efforts sont demeurés vains. Le décès du soldat a été officiellement constaté à 7 h 30.

Comme le drame est survenu à l'intérieur même du périmètre sécurisé du quartier général de la FIAS, les enquêteurs ont déjà écarté la thèse d'un assassinat perpétré pour le compte des insurgés talibans. "Rien ne nous permet de croire qu'il s'agit d'une action hostile de la part de l'ennemi", a expliqué, en point de presse, le capitaine Sylvain Chalifour, officier d'affaires publiques de l'armée canadienne dans la province de Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan. En charge de l'affaire, le service national d'enquête des forces canadiennes (SNEFC) n'écarte cependant aucune autre hypothèse, que ce soit le suicide, un homicide ou encore un tir accidentel. "L'enquête vient tout juste de commencer et toutes les possibilités sont examinées", s'est limité à répéter le capitaine Chalifour, refusant de lever le voile sur la nature des blessures mortelles subies par le militaire ou les circonstances entourant son décès.

Du reste, les forces canadiennes n'ont pas voulu révéler l'âge du défunt, son origine ou même le régiment auquel il appartenait, si ce n'est qu'il ne s'agit pas du Royal 22e Régiment. L'armée n'a pas précisé non plus si une ou plusieurs autres personnes étaient impliquées dans l'affaire.

Ce nouveau décès porte à 70 le nombre de militaires canadiens morts en Afghanistan depuis le début de l'intervention du Canada dans ce pays en 2002. Il s'agit par ailleurs de la troisième perte de vie à survenir dans des circonstances troubles.

Le 6 mars 2007, le caporal Kevin Megeney, de Stellarton en Nouvelle-Écosse, avait été tué par un tir accidentel à la base multinationale de Kandahar. Quelques mois plus tôt, le 9 août 2006, le caporal chef Jeffrey Walsh, du Princess Patricia basé au Manitoba, avait été atteint mortellement par une décharge accidentelle d'arme à feu.

Une rentrée tardive à Québec et Ottawa

PUBLICATION: Le
Quotidien
DATE: 2007.08.30
SECTION: Éditorial
PAGE: 10
BYLINE: Néron,
Carol
WORD COUNT: 474

Drôle d'automne en vue... Cette année, la rentrée semble concerner uniquement les étudiants. La classe politique, habituellement fébrile dès que septembre pointe le bout de son nez, donne l'impression d'être toujours en mode vacances.

Le sondage CROP, publié hier dans La Presse, faisant état d'une embellie favorisant le Parti québécois, bouscule à peine la quiétude relative dans laquelle baignent les élus fédéraux et provinciaux. A certains égards, le réveil pourrait se révéler brutal...pour certains d'entre eux.

La reprise des travaux parlementaires à Ottawa et Québec est prévue pour le mois d'octobre seulement. Deux bons mois seront donc nécessaire avant la reprise réelle des hostilités; ce long délai sera largement suffisant pour permettre aux chefs d'aiguiser leurs poignards...ou de déclarer forfait!

Ottawa

Les élections partielles qui auront lieu le 16 septembre dans trois circonscriptions fédérales québécoises, dont Roberval, nous permettront de déterminer avec plus de précision qu'un sondage l'humeur véritable de l'électorat.

Dans l'immédiat, selon ce que conclut le sondage CROP, les Québécois paraissent en tout cas assez bien maîtriser leur émotion relativement à la présence du Royal 22e Régiment en Afghanistan. La fatalité de la guerre fait désormais partie de leur vie quotidienne; ils refusent toujours d'accepter cette mission, mais sans exclure complètement un accommodement raisonnable. Jusqu'où ira ce degré de tolérance? C'est la question que se pose présentement Stephen Harper. La participation militaire à la Force multinationale de l'OTAN doit prendre fin en 2009 et, selon Ottawa, il est hors de question de la prolonger.

Quinze mois, c'est long, surtout quand l'enjeu principal est un champ de bataille où les règles de la guerre traditionnelle n'ont plus cours.

Au plan politique, l'Afghanistan constitue toujours le talon d'Achille des conservateurs. Pour le reste, ils se défendent plutôt bien. La faiblesse des libéraux et de leur chef, Stéphane Dion, pourraient permettre à Stephen Harper de survivre à la prochaine session.

Québec

La situation apparaît beaucoup plus complexe, voire incertaine, du côté des libéraux provinciaux.

La remontée des péquistes, constatée par CROP, pourrait se confirmer après l'élection partielle dans Charlevoix. Pauline Marois aura devant elle un seul adversaire provenant de l'ADQ (les libéraux ont décidé de lui laisser le champ libre). Une victoire significative accroîtrait de façon encore plus marquée sa cote de

popularité dans les sondages.

Mario Dumont a perdu du terrain, cet été, au profit de Pauline Marois. Quant à Jean Charest, il fait toujours du sur-place même si les Québécois se disent davantage satisfaits de son gouvernement. A huit semaines du retour des députés à l'Assemblée nationale, l'ADQ et le PQ apparaissent sur le point de se démarquer par rapport au PLQ, minoritaire.

Toutefois, les péquistes ont intérêt à garder les pieds sur terre! Car, si l'été a semblé leur être favorable, ils pourraient tout perdre à l'issue du test dans Charlevoix. Leur parti survivrait difficilement, en effet, à une défaite de Pauline Marois.

Une aide inefficace

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.08.30
SECTION: Actualités
PAGE: 19
SOURCE: PC
WORD COUNT: 288

Un groupe de réflexion international affirme avoir constaté la présence d'enfants affamés, mais peu de preuves de la façon dont l'aide canadienne en Afghanistan sert aux patients du principal hôpital de Kandahar ou aux occupants d'un camp de réfugiés.

Le Conseil de Senlis affirme que le gouvernement fédéral devrait revoir de façon draconienne la façon dont il dirige et surveille l'aide offerte dans la région du sud de l'Afghanistan.

Dans un rapport rendu public hier, le groupe de réflexion avance que l'apparente absence d'impact exercé par l'aide canadienne sur le sort de la population de Kandahar non seulement néglige les obligations humanitaires, mais crée également un climat qui alimente l'insurrection et mine le travail déjà dangereux des troupes canadiennes dans cette zone de combat.

La ministre fédérale de la Coopération internationale, Bev Oda, a minimisé la portée des conclusions du Conseil de Senlis, les jugeant simplistes et hors contexte.

Ottawa enverra plus de 1 milliard \$ d'aide en 10 ans à des partenaires d'expérience présents sur place et qui répondent de leurs actions, a-t-elle affirmé en entrevue, mercredi.

Cette somme – en plus des 45 millions \$ dont Mme Oda vient de faire l'annonce – est consacrée à la sécurité, au renforcement des capacités du gouvernement local ainsi qu'à la reconstruction.

Le Conseil de Senlis – soutenu par 12 fondations européennes – est connu pour sa campagne menée contre la destruction, sous la direction des États-Unis, des champs de pavot. Le groupe est plutôt en faveur de projets favorisant l'utilisation du pavot à des fins médicales.

L'avocate canadienne Norine MacDonald, présidente du Conseil de Senlis, a indiqué que des représentants de ce dernier avaient visité l'hôpital Mirwais, principal centre de traitement de Kandahar, en plus du plus grand camp de réfugiés de la région, dans l'espoir de trouver trace de l'aide canadienne.

L'armée enquête sur la mort suspecte d'un soldat canadien à Kaboul

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.08.30
SECTION: Actualités
PAGE: 19
SOURCE: PC
DATELINE: KANDAHAR, Afgan.
WORD COUNT: 321

Les autorités militaires canadiennes enquêtent sur la mort suspecte d'un soldat canadien, qui a succombé hier à des blessures par balle à Kaboul, la capitale afghane.

Le soldat, dont l'identité n'a pas été divulguée par les forces armées à la demande de la famille, a été découvert gisant dans sa chambre du quartier général de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). Appelés immédiatement sur les lieux, des membres du personnel médical de la FIAS ont tenté de réanimer le militaire, mais leurs efforts sont demeurés vains. Le décès du soldat a été officiellement constaté à 7 h 30.

Comme le drame est survenu à l'intérieur même du périmètre sécurisé du quartier général de la FIAS, les enquêteurs ont déjà écarté la thèse d'un assassinat perpétré pour le compte des insurgés talibans. "Rien ne nous permet de croire qu'il s'agit d'une action hostile de la part de l'ennemi", a expliqué, en point de presse, le capitaine Sylvain Chalifour, officier d'affaires publiques de l'armée canadienne dans la province de Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan.

En charge de l'affaire, le service national d'enquête des forces canadiennes (SNEFC) n'écarte cependant aucune autre hypothèse, que ce soit le suicide, un homicide ou encore un tir accidentel.

"L'enquête vient tout juste de commencer et toutes les possibilités sont examinées", s'est limité à répéter le capitaine Chalifour, refusant de lever le voile sur la nature des blessures mortelles subies par le militaire ou les circonstances entourant son décès.

Du reste, les forces canadiennes n'ont pas voulu révéler l'âge du défunt, son origine ou même le régiment auquel il appartenait, si ce n'est qu'il ne s'agit pas du Royal 22e Régiment.

L'armée n'a pas précisé non plus si une ou plusieurs autres personnes étaient impliquées dans l'affaire.

Ce nouveau décès porte à 70 le nombre de militaires canadiens morts en Afghanistan depuis le début de l'intervention du Canada dans ce pays en 2002. Il s'agit par ailleurs de la troisième perte de vie à survenir dans des circonstances troubles.

Douze des 19 otages sud-coréens ont été libérés

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.08.30
SECTION: Actualités
PAGE: 18
SOURCE: AP
DATELINE: QALA-E-KAZI, Afgan.
WORD COUNT: 270

Après pratiquement six semaines de captivité en Afghanistan, 12 des 19 otages sud-coréens détenus par les talibans ont été relâchés hier dans le cadre d'un accord conclu entre les insurgés et Séoul. Si leur libération a été accueillie dans la joie et le soulagement en Corée du Sud, un ministre afghan a exprimé sa crainte que l'accord ne constitue un dangereux "précédent" favorable aux extrémistes.

Les otages ont été remis à des représentants du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en trois lieux différents du centre de l'Afghanistan, selon un reporter de l'Associated Press qui a assisté à leur libération. Aucun d'entre eux n'a parlé aux journalistes. Un premier groupe de trois femmes portant des châles sur la tête est arrivé à bord d'une voiture dans le village de Qala-e-Kazi. Plusieurs heures après, quatre femmes et un homme étaient relâchés dans le désert, près de Shah Baz. Alors que la nuit approchait, quatre otages ont été libérés sur une route à environ 50 km de Ghazni.

Les sept otages restants devaient être relâchés au cours des 48 heures suivantes.

En vertu de l'accord conclu mardi avec les insurgés, la Corée du Sud a réaffirmé son engagement pris, avant la crise des otages, de retirer ses soldats d'Afghanistan avant la fin de l'année.

Les autorités de Séoul ont également déclaré qu'elles empêcheraient les missionnaires chrétiens sud-coréens de travailler dans ce pays musulman, conformément à une promesse qu'elles avaient déjà faite.

L'accord est intervenu lors de discussions directes entre des négociateurs talibans et des diplomates sud-coréens à Ghazni. Le gouvernement n'était pas partie prenante des négociations, facilitées par le CICR.

Campagne de propagande

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.08.30
SECTION: Forum
PAGE: 16
COLUMN: A vous la
parole
WORD COUNT: 213

On assiste à une campagne de propagande savamment orchestrée pour amener les Canadiens à soutenir l'intervention en Afghanistan.

Les défilés avec cornemuses et habits de parade s'enchaînent, attirant les badauds au cénotaphe d'Ottawa et ailleurs au pays. Les pouvoirs publics apposent des autocollants de soutien aux troupes sur les véhicules publics, prétendument sans arrière-pensée politique. Ces rubans sont offerts par l'Agence de soutien du personnel des forces canadiennes, un organisme de la Défense nationale. A l'Exposition nationale canadienne, une centaine de personnes s'habillent spontanément en rouge pour manifester leur soutien aux soldats déployés en Afghanistan.

Le chef d'état-major, qui passe par là avec son ministre à la remorque, harangue la foule. Élections provinciales obligent, le premier ministre ontarien annonce son intention de baptiser la 401 "Autoroute des héros". Tant pis si elle s'appelle déjà "Autoroute Macdonald-Cartier".

Entretemps, le Canada s'enlise dans le bourbier afghan. Les Britanniques et les Soviétiques s'y sont déjà aventurés et en sont repartis la queue entre les jambes. Les Français et les Allemands ont retenu la leçon : loin du front, ils se cantonnent à la formation des troupes afghanes.

La guerre ne peut se justifier que si l'intérêt vital du Canada est menacé. Ce n'est pas le cas en Afghanistan.

Jean-Pierre Villeneuve,

Ottawa

Douze otages sud-coréens libérés

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.30
SECTION: Le Monde
PAGE: 24
SOURCE: AP
DATELINE: QALA-E-KAZI, Afghanistan
WORD COUNT: 221

Après pratiquement six semaines de captivité en Afghanistan, 12 des 19 otages sud-coréens détenus par les talibans ont été relâchés hier dans le cadre d'un accord conclu entre les insurgés et Séoul. Si leur libération a été accueillie dans la joie et le soulagement en Corée du Sud, un ministre afghan a exprimé sa crainte que l'accord ne constitue un dangereux "précédent" favorable aux extrémistes.

Les otages ont été remis à des représentants du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en trois lieux différents du centre de l'Afghanistan. Aucun d'entre eux n'a parlé aux journalistes. Un premier groupe de trois femmes portant des châles sur la tête est arrivé à bord d'une voiture dans le village de Qala-E-Kazi. Plusieurs heures après, quatre femmes et un homme étaient relâchés dans le désert, près de Shah Baz. Quatre otages ont été libérés sur une route à 50 km de Ghazni. Les sept otages restants devaient être relâchés au cours des 48 heures suivantes. En vertu de l'accord conclu mardi avec les insurgés, la Corée du Sud a réaffirmé son engagement pris, avant la crise des otages, de retirer ses soldats d'Afghanistan avant la fin de l'année.

Plus d'argent pour l'Irak; Les Américains estiment dans un sondage que la guerre n'est pas perdue

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.30
SECTION: Le Monde
PAGE: 24
SOURCE: AFP
DATELINE: Washington
WORD COUNT: 501

Les leaders démocrates ont averti hier que le Congrès doit cesser d'"écrire des chèques en blanc" pour la guerre en Irak après des informations selon lesquelles le président George W. Bush s'apprêtait à demander 50 milliards \$US supplémentaires.

Cette demande semble indiquer que la Maison-Blanche entend poursuivre jusqu'au printemps 2008 la stratégie actuelle qui a vu le renforcement des effectifs d'environ 30 000 hommes cette année, et qu'elle n'a pas l'intention de céder aux pressions en faveur d'un retrait, rapporte le Washington Post.

Les 50 milliards \$ s'ajouteraient aux 460 milliards \$ demandés par l'administration dans le budget 2008 de la Défense et aux 147 milliards \$ inscrits dans un collectif budgétaire toujours pendant et destiné à financer la guerre en Irak et en Afghanistan. Le Pentagone a qualifié ces informations de "prématurées".

La somme financerait principalement la stratégie actuelle.

La présidente de la Chambre des représentants, la démocrate Nancy Pelosi, a indiqué que "les Américains demandent un nouveau cap en Irak, pas un autre virement bancaire". "Il est temps de faire rentrer les troupes bientôt et en toute sécurité", dit-elle

Pour sa part, l'influent sénateur Robert Byrd a déclaré que le "Congrès ne doit pas continuer à céder son autorité constitutionnelle et écrire des chèques en blanc pour une politique erronée en Irak". Selon le journal, la demande montrerait que M. Bush s'attend à remporter son bras de fer avec le Congrès, où ses adversaires démocrates, majoritaires, le forceraient à un désengagement. La Maison-Blanche a refusé de "spéculer". Mais elle a souligné avoir préalablement laissé la porte ouverte à des "ajustements" à ses demandes budgétaires.

Le combat du président

La demande sera officiellement déposée après le témoignage du commandant de la force multinationale en Irak, le général David Petraeus, et de l'ambassadeur américain à Bagdad, Ryan Crocker, devant le Congrès autour du 10 septembre, selon le Post.

Les deux hommes doivent rendre compte de la situation politique et militaire dans le pays. Leurs témoignages très attendus doivent précéder la remise d'un rapport que le gouvernement américain est tenu de présenter au Congrès. La stratégie de M. Bush et sa décision de porter à environ 160 000 le nombre de soldats américains pour sécuriser le pays et créer l'espace nécessaire à la réconciliation politique seront alors soumises aux questions des parlementaires.

Malgré l'impopularité de la guerre aux États-Unis et la pression parlementaire, M. Bush n'a donné aucun signe qu'il pourrait annoncer un désengagement en septembre. Il a au contraire exhorté à la patience mardi,

Plus d'argent pour l'Irak; Les Américains estiment dans un sondage que la guerre n'est pas perdue 4

tout en invoquant les progrès accomplis selon lui grâce à sa nouvelle stratégie.

Une majorité d'Américains (54 %) pensent que les États-Unis n'ont pas perdu la guerre en Irak, selon un sondage UPI/Zogby réalisé il y a une quinzaine. Ils sont cependant divisés sur les résultats de la nouvelle stratégie du président : si 49 % pensent que l'envoi de 30 000 soldats supplémentaires en 2007 n'a pas porté ses fruits, ils sont 45 % à juger au contraire que les renforts ont été efficaces.

Ottawa pressé de refaire ses devoirs; La procédure actuelle d'éradication du pavot jetterait les Afghans dans les bras des talibans

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.30
SECTION: Actualités
PAGE: 10
BYLINE: Giroux, Raymond
DATELINE: Ottawa
WORD COUNT: 405

Le Canada se traîne les pieds lorsque vient le temps de gagner les esprits et les coeurs des Afghans en faveur de sa mission militaire à Kandahar.

Selon le Conseil de Senlis, un groupe d'experts sur l'Afghanistan financé par 12 fondations européennes, la politique actuelle d'éradication du pavot jette littéralement les populations rurales dans les bras des talibans.

Les Nations unies ont confirmé plus tôt cette semaine la recrudescence de la culture du pavot dans les provinces les plus pauvres du pays, et notamment dans les régions où combattent les Forces canadiennes.

Selon la présidente du groupe, la Canadienne Norine MacDonald, cette pratique poussée par les Américains est fortement rejetée par la population d'ici.

Selon un sondage Ipsos Reid commandité par le Conseil et dévoilé en rencontre de presse, hier, 79 % des Canadiens approuvent l'idée de médicaliser la situation en transformant le pavot en morphine.

De plus, 70 % croient que Stephen Harper devrait appuyer un projet pilote en ce sens dès les semailles d'octobre prochain.

A l'inverse, 54 % des personnes consultées s'opposent à l'éradication manuelle des plants, tandis que 82 % rejettent l'idée d'une éradication chimique.

Selon Ipsos Reid, ce sondage réalisé auprès de 1000 personnes entre les 14 et 16 août dernier comporte une marge d'erreur de 3,1 points de pourcentage, 19 fois sur 20.

Mme MacDonald, qui a demandé en vain à rencontrer le premier ministre et les ministres des Affaires étrangères, de la Défense nationale et de la Coopération internationale, invite M. Harper à prendre le leadership dans la lutte contre le pavot.

Le processus actuel d'éradication "retourne les populations contre nous", affirme-t-elle, de retour de Kandahar. Sans le sou, les paysans acceptent de plus en plus l'argent des talibans et "nous perdons le contrôle de certaines régions".

"C'est un des principes classiques de la contre-insurrection que de s'attacher les gens", rappelle Mme MacDonald au passage.

Notons que son organisme soutient pleinement la mission militaire en Afghanistan : "Les soldats font un

travail extraordinaire, a dit Mme MacDonald, et le Canada doit demeurer dans la région."

Mais l'aide canadienne ne semble pas se rendre à bon port malgré les assurances de l'Agence canadienne de développement international, soutient le Conseil.

Ainsi, personne n'aurait encore vu la couleur des cinq millions de dollars promis à l'hôpital de Kandahar, dit sa présidente, et des réfugiés demeurent toujours privés d'aide alimentaire à quelques kilomètres de la base canadienne.

Vidéo à l'appui, Mme MacDonald a montré la section pédiatrie de l'hôpital, où 28 enfants de toute évidence sous-alimentés tentent de survivre dans un établissement qui manque de tout. Interrogée sur la valeur éthique de diffuser de telles images, elle a pris soin de s'excuser si elles avaient offensé une partie de l'auditoire.

rgiroux@lesoleil.com

Mort suspecte d'un soldat canadien

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.30
SECTION: Actualités
PAGE: 8
SOURCE: PC
DATELINE: Kandahar
WORD COUNT: 222

Les autorités militaires canadiennes enquêtent sur la mort suspecte d'un soldat canadien, qui a succombé hier à des blessures par balle à Kaboul, la capitale afghane.

Le soldat, dont l'identité n'a pas été divulguée par les Forces armées à la demande de la famille, a été découvert gisant dans sa chambre du quartier général de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) vers 6 h 30 (heure locale). Appelés immédiatement sur les lieux, des membres du personnel médical de la FIAS ont tenté de réanimer le militaire, mais leurs efforts sont demeurés vains. Le décès du soldat a été officiellement constaté à 7 h 30.

Les enquêteurs ont déjà écarté la thèse d'un assassinat perpétré pour le compte des insurgés talibans.

En charge de l'affaire, le service national d'enquête des forces canadiennes n'écarte cependant aucune autre hypothèse, que ce soit le suicide, un homicide ou encore un tir accidentel.

Du reste, les forces canadiennes n'ont pas voulu révéler l'âge du défunt, son origine ou même le régiment auquel il appartenait, si ce n'est qu'il ne s'agit pas du Royal 22e Régiment. L'armée n'a pas précisé non plus si une ou plusieurs autres personnes étaient impliquées dans l'affaire.

Ce nouveau décès porte à 70 le nombre de militaires canadiens morts en Afghanistan depuis le début de l'intervention du Canada dans ce pays en 2002.

Il s'agit par ailleurs de la troisième perte de vie à survenir dans des circonstances troubles.

Les dépouilles des sous-officiers Mercier et Duchesne de retour

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.30
SECTION: Actualités
PAGE: 8
BYLINE: Fleury, Élisabeth
WORD COUNT: 162

Les dépouilles de l'adjudant-maître Mario Mercier et du caporal-chef Christian Duchesne, tués en Afghanistan la semaine dernière, devaient être rapatriées à Québec hier.

Les funérailles de l'adjudant-maître Mario Mercier, originaire de Weedon, en Estrie, auront lieu à 13 h demain à l'église Saint-Gérard-Majella de Val-Bélair, où résidait le militaire de 43 ans avec sa conjointe et ses trois enfants.

A la demande des proches de l'adjudant-maître Mercier, les journalistes n'auront pas accès à l'intérieur de l'église. Ils seront toutefois tolérés à l'extérieur.

En ce qui concerne le caporal-chef Christian Duchesne, 34 ans, la cérémonie funeste se déroulera à l'abri des médias, la famille ayant manifesté le désir de vivre son deuil dans l'intimité. Originaire de Montréal mais résidant de Québec depuis plusieurs années, le caporal-chef Christian Duchesne était lui aussi père de trois enfants.

Les deux militaires ont succombé à leurs blessures après que leur véhicule blindé léger (VBL) eut été touché par une bombe artisanale le 22 août, à environ 50 km à l'ouest de Kandahar.

efleury@lesoleil.com

Un nouveau père canadien?

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.08.30
SECTION: IDÉES
PAGE: a7
BYLINE: André
Campeau
WORD COUNT: 931

Deux articles récents du journaliste Alec Castonguay livrent des informations intéressantes sur la militarisation canadienne en sol québécois tout en laissant sans réponse des questions qui doivent être soulevées. Ces articles sont celui de L'Actualité du 1er septembre, dans lequel le journaliste présente un portrait du général des Forces armées canadiennes, Rick Hillier, et celui du Devoir des 25 et 26 août 2007, où le journaliste refait la trame de certains événements ayant conduit le Canada à Kandahar.

Ne nous méprenons pas: le journaliste et ses articles ne sont absolument pas mis en cause par mon propos. Selon moi, ils proposent des avancées sur lesquelles il faut maintenant s'interroger. Ces articles sont des prétextes pour soulever quelques questions. Ils sont matière à discussion.

Un même point de vue est donné dans ces deux articles, et je vais l'illustrer à l'aide de quelques citations tirées de L'Actualité. «La politique militaire du Canada, énoncée en 2005, c'est un peu beaucoup Rick Hillier qui l'a écrite.» En effet, «le premier ministre Paul Martin demandait à son ministre de la Défense, Bill Graham, de lui présenter une nouvelle vision des Forces canadiennes, avec à la clé de nouveaux investissements de plusieurs milliards de dollars». «Embarrassé par ce dossier», notamment parce qu'il n'est «pas un expert des questions militaires», le ministre cherche alors à avoir «un plan qui donnerait une place au Canada dans le monde». Il rencontre M. Hillier, embrasse sa vision et lui accorde le plus haut poste de l'armée canadienne. Quelques mois plus tard, le rôle que veut faire jouer le général Hillier aux Forces canadiennes se retrouve intégralement dans la nouvelle politique étrangère du Canada. Ainsi, la politique militaire et la nouvelle politique étrangère du Canada ont été développées par un général de l'armée canadienne.

Dans l'article de L'Actualité, il est question du rôle de l'armée dans le cadre de cette nouvelle politique: «La décision du Canada, en 2005, de contribuer à pacifier la dangereuse province de Kandahar, en Afghanistan, sera l'occasion de mettre en application le rôle "moins superficiel" que préconise pour les Forces canadiennes leur chef d'état-major alors fraîchement nommé.» Et, au-delà de la façon avec laquelle une politique s'élabore et se met en oeuvre, il y a aussi les visées de cette politique.

«Pacifier» les Afghans: d'où peut venir le sens d'une telle visée politique? N'est-ce pas la même visée que mettaient en oeuvre les armées coloniales européennes sur tous les continents du monde au XIXe siècle? Il ressort de cet ensemble que la décision d'opter pour le plan Hillier, qui consiste à coloniser des peuples plutôt qu'à atténuer les frictions, constitue une réorientation fondamentale du Canada sur la scène internationale puisque ce plan diffère de l'approche qui avait prévalu depuis de nombreuses décennies.

Mais cette décision capitale, comment a-t-elle été prise? Comment les parlementaires, dont le rôle est d'élaborer, de proposer et de discuter de nouvelles politiques, ont-ils été impliqués? Et les citoyens, dont les aspirations doivent, à tout le moins en régime démocratique, être reflétées dans l'élaboration et la mise en oeuvre de nouvelles politiques? A quel moment des débats ont-ils été organisés, débats dont le propos aurait consisté à définir une nouvelle politique étrangère? Et le point de vue des Québécois, qui s'opposent majoritairement à la participation à cette guerre, n'a-t-il été réduit qu'à s'exprimer par la voie de sondages? Comment une telle politique peut-elle avoir une quelconque légitimité pour les Québécois?

Il importe de souligner un autre élément des articles d'Alec Castonguay: la présence de la notion de travail dans le discours du général. Elle revient à plusieurs reprises. Voyons-en une première. Il est question dans l'article du «travail que les soldats accomplissent» en Afghanistan. Le «travail» a bonne presse, on le sait. Il est connoté à toutes sortes de notions, notamment l'effort et le produit. Les Québécois sanctionnent le travail comme une valeur, un élément de fierté. Aussi, qualifier de «travail» ce que des soldats font dans une guerre soulève des questions. Quelle est la visée d'une telle utilisation du mot «travail»? Y a-t-il un lien avec le rôle «moins superficiel» du Canada dans le monde?

L'usage du mot «travail» ne s'arrête pas là: il revient à deux autres reprises dans L'Actualité. D'abord en ce qui a trait à la vision que le général a de son propre rôle: «Mon travail en tant que chef d'état-major est de donner l'heure juste.» Ensuite en ce qui concerne la façon dont le général entend aborder le Québec: «Il y a là un travail d'éducation à faire.»

Selon moi, il ne faut pas voir dans l'usage répété du même terme une pénurie de vocabulaire ou de la pauvreté intellectuelle. Il faut plutôt prendre le mot «travail» au pied de la lettre: le général sait, lui, ce qu'il y a à faire. Sa mission consiste à communiquer la vérité qu'il détient au nom de l'État canadien (maintenant que son propos a été sanctionné dans une politique). D'ailleurs, dans la perspective qu'il met en avant, la nation québécoise doit être éduquée. Ceci soulève une dernière question. Puisque le général pose le Québec comme un «problème» d'éducation, alors est-ce que les Québécois sont vus comme des enfants qui devront écouter le nouveau père canadien?

André Campeau : Anthropologue

Libre-opinion: Pour le désarmement en Afghanistan

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.08.30
SECTION: ÉDITORIAL
PAGE: a6
BYLINE: Pierre
Desjardins
WORD COUNT: 664

Tandis que l'Occident est devant son téléviseur et observe le spectacle des forces du bien aux prises avec les forces du mal (c'est-à-dire les méchants talibans), certains faits méritent d'être rappelés. Car, au-delà de l'émoi, du patriotisme et de l'héroïsme que la guerre en Afghanistan suscite et attise, il existe d'autres réalités qu'il importe d'examiner.

Sans trop nous en rendre compte, nous sombrons tout entiers dans la barbarie du capitalisme occidental! Par la guerre en Afghanistan, il ne s'agit plus simplement de poursuivre ou de combattre un ennemi là où il se trouve mais de se donner le droit extraordinaire de piétiner fièrement et systématiquement le territoire d'un peuple aux allures louches. Au nom du bien, nous nous donnons le droit d'être des prédateurs!

Mais ce n'est pourtant qu'à partir de la pauvreté extrême de l'Afghanistan et de ses habitants qu'on pourra comprendre enfin ce qui semble inintelligible pour nous, c'est-à-dire la stratégie féroce anti-occidentale du régime dictatorial taliban. Les talibans ne peuvent ni promettre ni offrir à leur jeunesse les biens matériels fournis au monde par le capitalisme occidental; aussi, devant le spectacle de notre opulence, ceux-ci, afin de conserver absolument leur pouvoir, tentent d'isoler le peuple afghan tout en satanisant au maximum l'Occident. Et, en boni, ce régime proposera une sanctification dans l'au-delà aux jeunes Afghans qui accepteront de donner leur vie dans cette lutte.

Aussi, ne nous faisons pas trop d'illusions: se débarrasser des talibans ou de Ben Laden dans le feu et le sang n'y changera rien. En Afghanistan, tout comme d'ailleurs en Irak, il y aura toujours de la subversion parce qu'en soi, l'impérialisme, qu'il soit économique comme celui des Américains ou politique comme celui des forces de l'OTAN, est l'expression d'une forme de domination et d'asservissement insupportable pour les populations locales. Leurs chefs, quels qu'ils soient y résisteront, avec l'appui tacite de la population.

Comme toute guerre, celle-ci ne réglera rien. Toutefois, il y a d'autres moyens moins spectaculaires et plus humbles à utiliser pour régler cette situation qui perdure depuis des décennies. D'abord, il faut dialoguer avec les gens de ce pays. Et ce n'est pas à des soldats armés jusqu'aux dents de le faire. C'est d'abord par un désarmement de part et d'autre que tout pourra commencer. Et, pour arriver à cela, les Occidentaux devront nécessairement négocier franchement et oser faire des compromis avec les talibans.

Rappelons que pour sauver leurs otages, les Coréens du Sud ont accepté, malgré la réprobation de leurs alliés américains, de négocier avec les talibans. Et ce fut une réussite. Pourquoi ne ferions-nous pas de même pour régler le conflit actuel et épargner à tout un peuple et à des milliers de soldats d'inutiles souffrances? Il y a des instances diplomatiques qui, en ce moment, ne font pas leur travail. Le Canada a toujours été reconnu pour ses talents de médiateur. Ne serait-il pas temps que ces talents soient utilisés à bon escient? N'y a-t-il pas une limite à la diabolisation des instances du pouvoir dans un pays?

Si le régime des talibans est non souhaitable à long terme parce qu'il impose l'ignorance, la soumission des femmes et l'enfermement culturel de tout un peuple, là comme dans d'autres pays de ce genre, des efforts de générosité doivent être entrepris par l'Occident pour favoriser une ouverture progressive au monde. Mais il

faut négocier d'abord un désarmement avec les talibans, sinon rien ne sera jamais possible dans ce pays et le conflit s'enlisera davantage.

Rappelons que le général à la retraite Roméo Dallaire, témoin impuissant des horreurs de la guerre au Rwanda, déclarait que ce n'est pas par la guerre mais par le désarmement d'abord, l'aide et l'éducation des populations ensuite, qu'on empêchera à l'avenir le massacre des populations.

Pierre Desjardins : Auteur et professeur de philosophie. Montréal

Les talibans ont libéré 12 otages sud-coréens

PUBLICATION: Le Devoir

DATE: 2007.08.30

SECTION: LE MONDE

PAGE: a5

BYLINE: Amir Shah

PHOTO: Mahammad Ishaq, Reuters Reuters, Agence Reuters

ILLUSTRATION: Trois des otages sud-coréennes se sont rendues à Ghazni hier après leur libération.

WORD COUNT: 495

Qala-e-Kazi – Après presque six semaines de captivité en Afghanistan, 12 des 19 otages sud-coréens détenus par les talibans ont été relâchés hier dans le cadre d'un accord conclu entre les insurgés et Séoul. Les autres pourraient progressivement être relâchés au cours des prochains jours.

Si leur libération a été accueillie dans la joie et le soulagement en Corée du Sud, un ministre afghan a exprimé sa crainte que l'accord ne constitue un dangereux précédent favorable aux extrémistes.

Les otages ont été remis à des représentants du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en trois lieux différents du centre de l'Afghanistan. Aucun d'entre eux n'a parlé aux journalistes. Un premier groupe de trois femmes portant des châles sur la tête est arrivé à bord d'une voiture dans le village de Qala-e-Kazi. Plusieurs heures plus tard, quatre femmes et un homme étaient relâchés dans le désert, près de Shah Baz. Alors que la nuit approchait, quatre otages ont été libérés sur une route à environ 50 kilomètres de Ghazni. Les sept otages restants devaient être relâchés au cours des 48 heures suivantes.

En vertu de l'accord conclu mardi avec les insurgés, la Corée du Sud a réaffirmé son engagement pris, avant la crise des otages, de retirer ses soldats d'Afghanistan avant la fin de l'année. Les autorités de Séoul ont également déclaré qu'elles empêcheraient les missionnaires chrétiens sud-coréens de travailler dans ce pays musulman, conformément à une promesse qu'elles avaient déjà faite.

L'accord est survenu lors de discussions directes entre des négociateurs talibans et des diplomates sud-coréens à Ghazni. Le gouvernement n'était pas partie prenante des négociations, facilitées par le CICR.

Les talibans ont apparemment revu leurs revendications à la baisse à propos d'un échange de prisonniers. Et le groupe, qui avait tué deux des otages sud-coréens le mois dernier, pourrait voir sa position renforcée pour avoir négocié avec succès avec un gouvernement étranger.

Le gouvernement sud-coréen, soumis à une intense pression sur le plan intérieur pour ramener les otages sains et saufs, a déclaré qu'il avait essayé de coller aux principes internationaux tout en donnant la priorité au sauvetage des captifs. «Je ne pense pas que nous ayons beaucoup dévié par rapport aux pratiques et aux principes internationaux», a déclaré le porte-parole présidentiel Cheon Ho-sun. «D'autres pays, quand ils sont confrontés à ce type de problème, règlent le problème par le biais de contacts avec les ravisseurs. Je pense qu'il n'y a pas d'exception à cela.»

Les talibans et la Corée du Sud ont affirmé que l'argent n'était pas entré en ligne de compte dans l'accord de mardi. Interrogé à ce sujet hier, Cheon Ho-sun a éludé la question, se contentant de dire que la Corée du Sud avait fait le nécessaire.

«Nous pensons qu'il est du devoir de tout pays de réagir avec souplesse pour sauver des vies, tant que vous ne vous écartez pas trop des principes et des pratiques de la communauté internationale», a-t-il dit.

Meurtre, suicide ou accident?; Un 70e soldat canadien meurt en Afghanistan

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.08.30
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a4
BYLINE: Martin Ouellet
WORD COUNT: 507

Kandahar, Afghanistan – Les autorités militaires canadiennes enquêtent sur la mort suspecte d'un soldat canadien, qui a succombé hier à des blessures par balle à Kaboul, la capitale afghane.

Le soldat, dont l'identité n'a pas été divulguée par les forces armées à la demande de la famille, a été découvert gisant dans sa chambre du quartier général de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) vers 6h30 (heure locale). Appelés immédiatement sur les lieux, des membres du personnel médical de la FIAS ont tenté de réanimer le militaire, mais leurs efforts sont demeurés vains. Le décès du soldat a été officiellement constaté à 7h30.

Comme le drame est survenu à l'intérieur même du périmètre sécurisé du quartier général de la FIAS, les enquêteurs ont déjà écarté la thèse d'un assassinat perpétré pour le compte des insurgés talibans. «Rien ne nous permet de croire qu'il s'agit d'une action hostile de la part de l'ennemi», a expliqué, en point de presse, le capitaine Sylvain Chalifour, officier d'affaires publiques de l'armée canadienne dans la province de Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan.

En charge de l'affaire, le service national d'enquête des forces canadiennes (SNEFC) n'écarte cependant aucune autre hypothèse, que ce soit le suicide, un homicide ou encore un tir accidentel.

«L'enquête vient tout juste de commencer et toutes les possibilités sont examinées», s'est limité à répéter le capitaine Chalifour, refusant de lever le voile sur la nature des blessures mortelles subies par le militaire ou les circonstances entourant son décès.

Du reste, les forces canadiennes n'ont pas voulu révéler l'âge du défunt, son origine ou même le régiment auquel il appartenait, si ce n'est qu'il ne s'agit pas du Royal 22e Régiment. L'armée n'a pas précisé non plus si une ou plusieurs autres personnes étaient mêlées à l'affaire.

Bilan des pertes parmi les militaires canadiens

Ce nouveau décès porte à 70 le nombre de militaires canadiens morts en Afghanistan depuis le début de l'intervention du Canada dans ce pays, en 2002. Il s'agit par ailleurs de la troisième perte de vie à survenir dans des circonstances troubles.

Le 6 mars 2007, le caporal Kevin Megeney, de Stellarton en Nouvelle-Écosse, avait été tué par un tir accidentel à la base multinationale de Kandahar. Le jeune homme de 25 ans était membre du 1er bataillon des Nova Scotia Highlanders. L'enquête sur ce drame est toujours en cours.

Quelques mois plus tôt, le 9 août 2006, le caporal chef Jeffrey Walsh, du Princess Patricia basé à Shilo, au Manitoba, avait été atteint mortellement par une décharge accidentelle d'arme à feu. A l'issue d'une enquête, un collègue du défunt soldat de 33 ans avait été accusé relativement à cette affaire.

Les effectifs militaires canadiens sont pour la presque totalité basés à Kandahar, le Canada n'ayant délégué qu'une centaine de soldats à Kaboul, principalement au quartier général de l'ISAF. Ces derniers se consacrent pour la plupart à des tâches administratives ou de soutien pour le gouvernement de Hamid Karzaï. Les militaires canadiens envoyés à Kaboul sont choisis à titre de «renfort individuel», ce qui signifie qu'ils peuvent provenir de n'importe quel régiment au pays.

Les talibans marquent des points

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.08.30
SECTION: Monde
PAGE: A17
COLUMN: Analyse
BYLINE: Gruda, Agnès
WORD COUNT: 542

Un mois et demi après avoir été kidnappés sur la route qui relie Kaboul à Kandahar, 12 otages sud-coréens – deux hommes et 10 femmes – ont été libérés hier par leurs ravisseurs talibans. Leurs sept compagnons d'infortune devraient retrouver la liberté dans les jours qui viennent.

La nouvelle a été accueillie avec soulagement par les proches des otages qui, selon les représentants sud-coréens, se sortent sans séquelles physiques de cette mésaventure.

Mais le processus qui a conduit à ce dénouement n'en soulève pas moins des réactions perplexes.

Car l'accord pour la libération des otages marque un précédent: pour la première fois depuis qu'ils ont été chassés du pouvoir, les talibans ont pu négocier ouvertement avec de hauts diplomates d'une puissance étrangère – la Corée du Sud.

En apparence, ces négociations ne leur ont pas apporté de concessions immédiates: le gouvernement sud-coréen n'a fait que réitérer sa promesse de retirer ses 200 soldats avant la fin de l'année, tout en promettant de ne plus envoyer de missionnaires en Afghanistan.

Les militants islamistes qui exigeaient aussi la libération de talibans incarcérés dans des prisons afghanes ont fini par abandonner cette demande.

Et pourtant, l'entente dans laquelle ils sont apparus comme des interlocuteurs acceptables pour une puissance étrangère, pourtant engagée à les combattre, a toutes les chances de tourner en leur faveur, estiment des observateurs.

"Les difficultés que rencontre l'Afghanistan risquent de s'aggraver", a averti hier Amin Farhang, ministre du Commerce au sein du gouvernement Karzaï, furieux que les diplomates sud-coréens aient accepté de discuter directement avec les talibans.

Ce politicien craint que la décision de les traiter en négociateurs légitimes n'incite les talibans à multiplier les kidnappings.

La stratégie des kidnappings

Barnett Rubin, politicologue américain qui dirige l'organisme Reconstruction of Afghanistan et qui a effectué une trentaine de voyages dans ce pays, partage cette crainte. "C'est évident qu'il y aura davantage de kidnappings" a-t-il prédit lors d'une interview téléphonique hier. Mais surtout, cette reconnaissance internationale apporte aux talibans précisément les dividendes politiques qu'ils recherchent en multipliant les enlèvements d'étrangers.

Les talibans poursuivent trois objectifs en kidnappant des ressortissants étrangers, croit M. Rubin. D'abord, ils veulent être perçus comme un acteur important sur la scène afghane, une partie que l'on ne peut pas se contenter d'ignorer.

En enlevant surtout des ressortissants des pays qui constituent les maillons les plus faibles de la coalition internationale, ils souhaitent aussi provoquer des retraits militaires qu'ils n'obtiendraient jamais de la part de pays aussi engagés en Afghanistan que les États-Unis et le Canada.

Ainsi, même si la Corée du Sud avait déjà annoncé son intention de se retirer de l'Afghanistan, les talibans donnent l'impression d'avoir forcé un membre de l'OTAN à plier bagage – ce qui renforce leur poids politique en Afghanistan.

Et enfin, les "étudiants en religion" qui ont dirigé ce pays de 1996 à 2001 espèrent regagner une légitimité politique sur la scène internationale.

Au bout du compte, ce qu'ils cherchent, c'est à être reconnus comme des partenaires incontournables pour une solution politique à la guerre qui déchire ce pays, juge M. Rubin. Et le feuilleton des otages sud-coréens leur a permis de faire un pas dans cette direction, en montrant "qu'ils peuvent conclure une entente et la respecter".

C'est le 19 juillet que les talibans ont capturé un autobus dans lequel prenaient place 23 missionnaires sud-coréens qui avaient quitté Kaboul pour se diriger vers Kandahar.

Deux otages ont été tués, et deux femmes avaient été libérées après une première série de négociations avec la Corée du Sud.

Afghanistan: mort suspecte d'un soldat canadien

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.08.30
SECTION: Politique
PAGE: A8
COLUMN: En bref
SOURCE: PC
WORD COUNT: 130

Les autorités militaires canadiennes enquêtent sur la mort suspecte d'un soldat canadien, qui a succombé hier à des blessures par balle à Kaboul, en Afghanistan. Le soldat, dont l'identité n'a pas été divulguée par les forces armées à la demande de la famille, a été découvert gisant dans sa chambre du quartier général de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) vers 6h30 (heure locale). Les enquêteurs ont déjà écarté la thèse d'un assassinat perpétré pour le compte des insurgés talibans. Chargé de l'affaire, le service national d'enquête des forces canadiennes (SNEFC) n'écarte cependant aucune autre hypothèse, que ce soit le suicide, un homicide ou encore un tir accidentel.

Un premier appareil C-17 se pose dans l'obscurité totale à Kandahar

DATE: 2007.08.29
KEYWORDS: INTERNATIONAL DÉFENSE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 497

KANDAHAR, Afghanistan (PC) _ Tout en douceur et dans l'obscurité quasi complète, un premier appareil C-17 acquis par le Canada à grands frais a atterri en fin de soirée mercredi à l'aéroport militaire de Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan.

Pour la première fois dans l'histoire de l'aviation militaire canadienne, les pilotes ont posé un appareil géant en théâtre d'opération toutes lumières éteintes, se guidant à l'aide de lunettes de vision nocturne.

"Nous avons fait une approche tactique avec les lunettes de vision de nuit, les lumières de l'avion éteintes, les moteurs au ralenti. Nous étions invisibles. Nous sommes en quelque sorte des pionniers", a lancé à son arrivée, non sans fierté, le major Jean Maisonneuve, chef pilote inspecteur au 429^e Escadron de transport de la 8^e Escadre de Trenton, en Ontario.

S'il ne pourra à lui seul faire la différence sur le champ de bataille, le gigantesque oiseau d'acier de 200 tonnes aura sans aucun doute un effet de levier sur la confiance des troupes canadiennes en lutte contre l'insurrection des talibans, estime le pilote, qui a accordé une courte entrevue quelques minutes après l'atterrissage.

"Cet avion a un impact positif sur le moral des troupes. Pour en avoir parlé à mes collègues, je peux vous dire que tout le monde est heureux de constater que nous disposons d'outils modernes et d'une meilleure capacité (de transport) que par le passé", a-t-il analysé.

Les caractéristiques du C-17, un quadrimoteur à réaction conçu par l'avionneur américain Boeing, sont proprement phénoménales. Il mesure un peu plus de 52 mètres de long pour 7 mètres de large et ses ailes s'étendent sur 52 mètres. Sa hauteur dépasse les 16 mètres.

Le nouvel appareil peut transporter quatre fois la charge utile du Hercules C-130, qui était, jusqu'à l'acquisition du C-17, le plus gros avion "tactique" des Forces armées canadiennes. Il se déplace à une vitesse deux fois supérieure au C-130, atteignant près de 80 pour cent de la vélocité du son. Sa vitesse de croisière est tout juste sous la barre des 1000 kilomètres à l'heure.

Dans son gros ventre, l'avion peut charger 77 000 tonnes de cargo, incluant des chars, et transporter une centaine de soldats.

"On peut dire qu'un C-17 est en mesure de faire l'ouvrage de six Hercules", a illustré le major Maisonneuve.

Bien entendu, le nouvel appareil n'est pas vendu à rabais.

Au total, les quatre avions achetés par Ottawa coûteront 3,4 milliards \$ aux contribuables canadiens, une facture ronflante qui a fait sursauter les partis d'opposition à la Chambre des communes plus tôt cette année.

Le ministre de la Défense de l'époque, Gordon O'Connor, avait justifié l'achat des quatre appareils géants en faisant valoir qu'ils pourront être utiles pour transporter efficacement de grandes quantités de matériel pour des missions humanitaires à l'étranger, sinon au pays.

La semaine dernière, le C-17 a d'ailleurs effectué un premier vol humanitaire en transportant de l'équipement de secours en Jamaïque pour les sinistrés de l'ouragan Dean.

Mais mercredi soir, il s'agissait plutôt d'aider les troupes canadiennes qui combattent les talibans dans le sud de l'Afghanistan. L'appareil gris-bleu est arrivé à l'aéroport militaire de la base de Kandahar avec 35 000 kilogrammes d'équipements pour approvisionner les soldats. Il devait repartir en direction du Canada quelques heures plus tard.

La livraison du deuxième avion C-17 acheté par le Canada est prévue pour novembre 2007 et les deux autres au printemps 2008.

FGMTO306–ms–ac.

L'armée enquête sur la mort suspecte d'un soldat canadien à Kaboul

DATE: 2007.08.29
KEYWORDS: INTERNATIONAL DÉFENSE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 476

KANDAHAR, Afghanistan (PC) _ Les autorités militaires canadiennes enquêtent sur la mort suspecte d'un soldat canadien, qui a succombé mercredi à des blessures par balle à Kaboul, la capitale afghane.

Le soldat, dont l'identité n'a pas été divulguée par les forces armées à la demande de la famille, a été découvert gisant dans sa chambre du quartier général de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) vers 6h30 (heure locale). Appelés immédiatement sur les lieux, des membres du personnel médical de la FIAS ont tenté de réanimer le militaire, mais leurs efforts sont demeurés vains. Le décès du soldat a été officiellement constaté à 7h30.

Comme le drame est survenu à l'intérieur même du périmètre sécurisé du quartier général de la FIAS, les enquêteurs ont déjà écarté la thèse d'un assassinat perpétré pour le compte des insurgés talibans.

"Rien ne nous permet de croire qu'il s'agit d'une action hostile de la part de l'ennemi", a expliqué, en point de presse, le capitaine Sylvain Chalifour, officier d'affaires publiques de l'armée canadienne dans la province de Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan.

En charge de l'affaire, le service national d'enquête des forces canadiennes (SNEFC) n'écarte cependant aucune autre hypothèse, que ce soit le suicide, un homicide ou encore un tir accidentel.

"L'enquête vient tout juste de commencer et toutes les possibilités sont examinées", s'est limité à répéter le capitaine Chalifour, refusant de lever le voile sur la nature des blessures mortelles subies par le militaire ou les circonstances entourant son décès.

Du reste, les forces canadiennes n'ont pas voulu révéler l'âge du défunt, son origine ou même le régiment auquel il appartenait, si ce n'est qu'il ne s'agit pas du Royal 22e Régiment. L'armée n'a pas précisé non plus si une ou plusieurs autres personnes étaient impliquées dans l'affaire.

Ce nouveau décès porte à 70 le nombre de militaires canadiens morts en Afghanistan depuis le début de l'intervention du Canada dans ce pays en 2002. Il s'agit par ailleurs de la troisième perte de vie à survenir dans des circonstances troubles.

Le 6 mars 2007, le caporal Kevin Megeney, de Stellarton en Nouvelle-Ecosse, avait été tué par un tir accidentel à la base multinationale de Kandahar. Le jeune homme de 25 ans était membre du 1er bataillon des Nova Scotia Highlanders. L'enquête sur ce drame est toujours en cours.

Quelques mois plus tôt, le 9 août 2006, le caporal chef Jeffrey Walsh, du Princess Patricia basé à Shilo, au Manitoba, avait été atteint mortellement par une décharge accidentelle d'arme à feu. A l'issue d'une enquête, un collègue du défunt soldat de 33 ans avait été accusé relativement à cette affaire.

Les effectifs militaires canadiens sont pour la presque totalité basés à Kandahar, le Canada n'ayant délégué qu'une centaine de soldats à Kaboul, principalement au quartier général de l'ISAF. Ces derniers se consacrent pour la plupart à des tâches administratives ou de soutien pour le gouvernement de Hamid Karzaï. Les

militaires canadiens envoyés à Kaboul sont choisis à titre de "renfort individuel", ce qui signifie qu'ils peuvent provenir de n'importe quel régiment au pays.

FGMTO300–ms

Le Parti vert propose de légitimer la culture du pavot à opium en Afghanistan

DATE: 2007.08.29
KEYWORDS: INTERNATIONAL POLITIQUE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 137

OTTAWA (PC) _ La communauté internationale devrait légitimer la production de pavot à opium en Afghanistan, soutient le Parti vert du Canada.

La chef du parti, Elizabeth May, a expliqué que les efforts visant à éradiquer le commerce de l'opium afghan ont échoué, et qu'il est temps d'essayer autre chose.

Selon elle, légitimer la culture du pavot permettrait aux cultivateurs afghans de gagner décemment leur vie, tout en coupant l'herbe sous le pied des barons de la drogue et des talibans, qui retirent les plus grands profits de ce trafic illégal.

En vertu de ce plan, l'opium afghan serait transformé en morphine et exporté en direction des pays en voie de développement en vertu d'accords commerciaux particuliers.

Pour Mme May, les campagnes de destruction des champs de pavot nuisent en fait aux efforts de reconstruction engagés par la communauté internationale.

Selon certaines études, la production de pavot est en plein essor en Afghanistan, pays qui produirait 90 pour cent de tout l'opium du monde.

GG2002-FGJD408-ac.

Afghanistan: les talibans libèrent trois otages sud-coréens et devraient en libérer cinq autres dans les heures qui viennent

DATE: 2007.08.29
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 63

QALA-E-KAZI, Afghanistan (AP) -- Les talibans ont libéré trois des otages sud-coréens –trois femmes– et les ont remis à des responsables du Comité international de la Croix-Rouge. Il s'agit des premiers des 19 otages qui doivent être libérés dans le cadre d'un accord conclu entre les insurgés et le gouvernement sud-coréen. AP

ma/dn

La position du Bloc sur l'Afghanistan est celle des Québécois, dit Duceppe

DATE: 2007.08.29

KEYWORDS: POLITIQUE INTERNATIONALE DÉFENSE

PUBLICATION: pcf

WORD COUNT: 284

QUEBEC (PC) _ Discours du Trône ou pas, le gouvernement Harper ne pourra y échapper: il devra bientôt permettre aux députés de la Chambre des communes de se prononcer sur le prolongement de la présence militaire en Afghanistan au-delà de 2009.

De passage à Québec, mercredi, le chef du Bloc québécois a réitéré la position de son parti sur cette présence militaire. Si le retrait des militaires canadiens de l'Afghanistan après février 2009 n'est pas inscrit dans le discours du Trône par le gouvernement de Stephen Harper, le Bloc québécois réclamera un débat d'urgence sur le dossier.

"L'effort a été fait. Ca doit se terminer en février 2009. C'est la position du Bloc depuis longtemps. Ca correspond à ce que l'ensemble des Québécois veulent partout au Québec, je pense", a dit le chef du Bloc.

M. Duceppe a affirmé que cette position ne l'empêchait pas d'éprouver "le plus grand respect" pour les soldats qui sont en poste en Afghanistan, qu'ils soient de Valcartier ou d'ailleurs. "Ce sont des hommes et des femmes qui mettent leur vie en péril au service de la démocratie", a-t-il dit.

M. Duceppe a été interrogé après qu'il eut pris la parole devant le caucus des députés du Parti québécois, à Québec. Il y a quelques jours, lors du caucus des députés du Bloc québécois à Saint-Hyacinthe, c'est la chef du Parti québécois, Pauline Marois, qui s'était adressée aux troupes bloquistes.

La veille, le chef néo-démocrate Jack Layton avait demandé qu'il n'y ait carrément pas de discours du Trône et que les députés s'attaquent dès la rentrée parlementaire aux dossiers de l'Afghanistan et des changements climatiques. Il voyait comme une pure perte de temps la lecture d'un discours du Trône.

M. Duceppe a rappelé à M. Layton que ce n'est pas lui qui décidera s'il y aura ou non un discours du Trône, mais le gouvernement Harper.

FGLL306–ms

Général

DATE: 2007.08.29

KEYWORDS: AVIS

PUBLICATION: pcf

WORD COUNT: 37

KANDAHAR _ Un premier appareil C-17 acquis par le Canada a atterri en fin de soirée mercredi à l'aéroport militaire de Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan. Par Martin Ouellet.

FM222-ac.

Le Conseil de Senlis critique l'aide du Canada à l'Afghanistan

DATE: 2007.08.29

KEYWORDS: DÉFENSE INTERNATIONALE POLITIQUE SANTÉ

PUBLICATION: pcf

WORD COUNT: 315

OTTAWA (PC) _ Un groupe de réflexion international affirme avoir constaté la présence d'enfants affamés, mais peu de preuves de la façon dont l'aide canadienne en Afghanistan sert aux patients du principal hôpital de Kandahar ou aux occupants d'un camp de réfugiés.

Le Conseil de Senlis affirme que le gouvernement fédéral devrait revoir de façon drastique la façon dont il dirige et surveille l'aide offerte dans la région du sud de l'Afghanistan.

Dans un rapport rendu public mercredi, le groupe de réflexion avance que l'apparente absence d'impact exercé par l'aide canadienne sur le sort de la population de Kandahar non seulement néglige les obligations humanitaires, mais crée également un climat qui alimente l'insurrection et mine le travail déjà dangereux des troupes canadiennes dans cette zone de combat.

La ministre fédérale de la Coopération internationale, Bev Oda, a minimisé la portée des conclusions du Conseil de Senlis, les jugeant simplistes et hors contexte.

Ottawa enverra plus de 1 milliard \$ d'aide en 10 ans à des partenaires d'expérience présents sur place et qui répondent de leurs actions, a-t-elle affirmé en entrevue, mercredi.

Cette somme _ en plus des 45 millions \$ dont Mme Oda vient de faire l'annonce _ est consacrée à la sécurité, au renforcement des capacités du gouvernement local ainsi qu'à la reconstruction.

Le Conseil de Senlis _ soutenu par 12 fondations européennes _ est connu pour sa campagne menée contre la destruction, sous la direction des Etats-Unis, des champs de pavot. Le groupe est plutôt en faveur de projets favorisant l'utilisation du pavot à des fins médicales.

L'avocate canadienne Norine MacDonald, présidente du Conseil de Senlis, a indiqué que des représentants de ce dernier avaient visité l'hôpital Mirwais, principal centre de traitement de Kandahar, en plus du plus grand camp de réfugiés de la région, dans l'espoir de trouver trace de l'aide canadienne.

Les membres du groupe disent avoir vu, lors de leur visite de l'hôpital, 28 enfants se partager huit lits.

Un homme vivant dans le camp de réfugiés du district de Zhari, à Kandahar, a par ailleurs raconté aux représentants de Senlis que les occupants des lieux n'avaient pas suffisamment d'eau, de nourriture et de soins médicaux.

GG2187,G3475-FGPZ306-ac.

Douze otages sud-coréens déjà libérés après un accord entre Séoul et les talibans

DATE: 2007.08.29
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 567

KAB124-0829071648

QALA-E-KAZI, Afghanistan (AP) — Après pratiquement six semaines de captivité en Afghanistan, douze des 19 otages sud-coréens détenus par les talibans ont été relâchés mercredi dans le cadre d'un accord conclu entre les insurgés et Séoul. Si leur libération a été accueillie dans la joie et le soulagement en Corée du Sud, un ministre afghan a exprimé sa crainte que l'accord ne constitue un dangereux "précédent" favorable aux extrémistes.

Les otages ont été remis à des représentants du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en trois lieux différents du centre de l'Afghanistan, selon un reporter de l'Associated Press qui a assisté à leur libération. Aucun d'entre eux n'a parlé aux journalistes. Un premier groupe de trois femmes portant des châles sur la tête est arrivé à bord d'une voiture dans le village de Qala-e-Kazi. Plusieurs heures après, quatre femmes et un homme étaient relâchés dans le désert, près de Shah Baz. Alors que la nuit approchait, quatre otages ont été libérés sur une route à environ 50km de Ghazni.

Les sept otages restants devaient être relâchés au cours des 48 heures suivantes.

En vertu de l'accord conclu mardi avec les insurgés, la Corée du Sud a réaffirmé son engagement pris, avant la crise des otages, de retirer ses soldats d'Afghanistan avant la fin de l'année. Les autorités de Séoul ont également déclaré qu'elles empêcheraient les missionnaires chrétiens sud-coréens de travailler dans ce pays musulman, conformément à une promesse qu'elles avaient déjà faite.

L'accord est intervenu lors de discussions directes entre des négociateurs talibans et des diplomates sud-coréens à Ghazni. Le gouvernement n'était pas partie prenante des négociations, facilitées par le CICR.

Les talibans ont apparemment revu leurs revendications à la baisse concernant un échange de prisonniers. Et le groupe, qui avait tué deux des otages sud-coréens le mois dernier, pourrait voir sa position renforcée, pour avoir négocié avec succès avec un gouvernement étranger.

"On doit dire que cette libération sous ces conditions rendra encore plus grandes nos difficultés en Afghanistan", a commenté le ministre afghan du Commerce Amin Farhang à la radio allemande Bayerischer Rundfunk. "Nous redoutons que cette décision ne crée un précédent. Les talibans continueront de tenter de s'emparer d'otages pour atteindre leurs buts en Afghanistan".

Le gouvernement sud-coréen, soumis à une intense pression sur le plan intérieur pour ramener les otages sains et saufs, a déclaré qu'il avait essayé de coller aux principes internationaux, tout en donnant la priorité au sauvetage des captifs. "Je ne pense pas que nous ayons beaucoup dévié par rapport aux pratiques et aux principes internationaux", a déclaré le porte-parole présidentiel Cheon Ho-sun. "D'autres pays, quand ils sont confrontés à ce type de problème, règlent le problème par le biais de contacts avec les ravisseurs. Je pense qu'il n'y a pas d'exception à cela".

Rome et Kaboul avaient été fortement critiqués en mars pour avoir accepté de libérer cinq prisonniers talibans afin d'obtenir la libération d'un journaliste italien.

Les talibans et la Corée du Sud ont affirmé que l'argent n'était pas entré en ligne de compte dans l'accord de mardi.

Le 19 juillet dernier, les talibans avaient enlevé 23 Sud-Coréens dans la province de Ghazni alors qu'ils se rendaient en autocar de Kaboul à Kandahar, dans le sud. Depuis, deux hommes avaient été exécutés fin juillet, et deux femmes remises en liberté en août dans un geste de bonne volonté.

Les négociations pour la libération des 19 otages restants avaient été suspendues il y a une dizaine de jours par les talibans, dont les revendications – parmi lesquelles la libération de membres de leur mouvement détenus par Kaboul – n'avaient pas été satisfaites. AP

ma/ir/v316/v430/cr/v556/nc

Un Canadien meurt aux locaux de la Force d'assistance à la sécurité à Kaboul

DATE: 2007.08.29
KEYWORDS: INTERNATIONAL DÉFENSE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 108

KABOUL, Afghanistan (PC) _ Un soldat canadien a péri par balles mardi dans les locaux de la Force internationale d'assistance à la sécurité situés à Kaboul, en Afghanistan.

Peu de détails ont été jusqu'ici divulgués sur le drame. Selon un communiqué militaire, le soldat a été trouvé inconscient dans une pièce de l'immeuble et les médecins ont été incapables de lui sauver la vie.

Le communiqué exclut toute agression ennemie pour expliquer le décès du soldat, précisant que l'incident ne concerne que la Force internationale d'assistance à la sécurité, qui a ouvert une enquête, en collaboration avec l'armée canadienne.

Les hypothèses du suicide et du meurtre n'ont pas encore été écartées.

L'identité du soldat n'a pas encore été dévoilée, à la demande de sa famille au Canada.

DETAILS SUIVRONT

(CP,NTR,jpd)

NGJPD11